

BANQUE MONDIALE-BANQUE D'ALGÉRIE

La guerre des prévisions

«Le niveau des réserves à fin 2018 sera nettement supérieur à celui annoncé par la BM (60 milliards de dollars, Ndlr), notamment en raison des effets de la consolidation budgétaire et de l'impact de celle-ci sur les comptes extérieurs et corrélativement des réserves de change», a souligné la Banque d'Algérie dans un communiqué. Elle n'indique cependant pas à quel niveau se situeront les réserves.

Younès Djama- Alger (Le Soir)- La réaction de la Banque d'Algérie (BA) au rapport de la Banque mondiale sur les projections est une excellente chose mais elle n'apporte rien au débat en l'absence des hypothèses de la BA, a estimé hier l'économiste Mohamed Chérif Belmihoub qui regrette, cependant, l'approche de la BA.

«Qu'ils aient (les responsables de la BA, Ndlr) réagi, c'est une très bonne chose. Cependant, la réaction (des responsables de la BA) a plus porté sur la critique des hypothèses et les prévisions de la BM sans apporter les leurs», a-t-il précisé. Notamment à propos du niveau des réserves de change à fin 2018 qui, selon la BA, sera «nettement supérieur» à celui des 60 milliards de dollars, sans avancer de chiffre exact.

«Cela ne veut rien dire d'avancer que le niveau des réserves sera supérieur à 60 milliards de dollars. Cela peut être 60+1 milliards de dollars», note-t-il. Dimanche soir, une dépêche de l'APS s'est fait l'écho de la réaction de la Banque d'Algérie.

L'enseignant universitaire Ferhat Aït Ali porte une première remarque sur la réaction de la Banque d'Algérie. Elle porte sur l'estimation des réserves à 122

milliards à fin 2016, sur la base de données propres à l'institution, et qui, selon lui, contredisent celles du Premier ministre, qui parlait de 116 milliards de dollars, et celles de la BM qui sont de 108 mds dollars. «Il y a donc un écart de 6 milliards avec le Premier ministre et de 14 avec la BM qui repose sur des données que la BA se garde de communiquer au public. Ceci laisse supposer que cette réponse est plus pour la consommation interne que pour la BM», note-t-il.

Dans sa note prévisionnelle, la BM a rappelé que l'effondrement des prix du pétrole a grevé les finances publiques de l'Algérie, la balance commerciale et les réserves de change. L'institution mondiale a étalé ses prévisions en indiquant que les réserves de change du pays devraient se réduire davantage, à 60 milliards de dollars plus exactement, en 2018, contre des réserves totales de 194 milliards de dollars en 2013 et 108 millions de dollars en 2016.

Faux, rétorque l'institution de Mohamed Loukal qui souligne que le niveau des réserves de change du pays à fin 2018 devrait être «nettement supérieur» à celui des 60 milliards de dollars avancé par la BM, notamment «en raison des

effets de la consolidation budgétaire sur ces réserves».

«Le niveau des réserves à fin 2018 sera nettement supérieur à celui annoncé par la BM, notamment en raison des effets de la consolidation budgétaire et de l'impact de celle-ci sur les comptes extérieurs et corrélativement des réserves de change», a souligné la Banque d'Algérie dans un communiqué. Et d'ajouter plus loin que le rapport de la Banque mondiale sur la région Mena situant le montant des réserves de change de l'Algérie, à l'horizon 2018, à 60 milliards de dollars «paraît quelque peu alarmiste» et «ne reposant pas sur des hypothèses probantes».

La croissance des exportations en quantité se poursuivra en 2018

Selon la même source, ce montant projeté à fin 2018 «est donné sans aucune autre précision sur les principales hypothèses sur lesquelles se fondent les économistes pour établir ce type de projection».

Il s'agit, dans ce sens, des exportations d'hydrocarbures en volume et les prix par année, les importations par année en relation avec l'évolution des dépenses publiques et des soldes budgétaires (la dépense publique est l'un des déterminants du niveau des importations) et les déficits de la balance des paiements, a expliqué le communiqué. De fait, poursuit la Banque d'Algérie, la projection de la BM situant les réserves de change en 2018 à 60 milliards



Photos : DR

La Banque d'Algérie estime les réserves de change à 122 milliards de dollars à la fin 2016.

de dollars «fait l'impasse (omet) sur les évolutions prévisibles des différents indicateurs déterminant l'évolution des réserves de change de l'Algérie», ajoutant que la seule donnée est le prix du pétrole qui devrait osciller entre 41 et 60 dollars entre 2016 et 2018.

«Toutes les prévisions, y compris celles de la BM, s'accordent à dire que les prix du pétrole vont être supérieurs en 2017 et 2018, alors que la croissance des exportations en quantité a repris en 2016 et devrait se poursuivre en 2017 et 2018», fait remarquer la BA pour qui il devient «dès lors parfaitement intelligible que les niveaux de 31 mds USD de déficits annuels ne pourront être atteints et, par conséquent, que le niveau des réserves à fin 2018 sera nette-

ment supérieur à celui annoncé par la BM».

La Banque d'Algérie a souligné que sur la base des données disponibles à fin juin 2016, le niveau des réserves de change est estimé, à fin 2016, à près de 122 milliards de dollars. «Donc, les situer à 60 milliards de dollars en 2018 signifie qu'elles vont baisser de 62 milliards de dollars en deux ans, soit 31 milliards de dollars de déficit annuel moyen du solde global de la balance des paiements. Ce qui paraît totalement improbable», a relevé la Banque d'Algérie, ajoutant que durant l'année 2016, où le prix du pétrole a été le plus faible, le déficit estimé de la balance des paiements sera inférieur à celui de 2015 (27,5 mds USD).

Y. D.

PÉTROLE

Les doutes sur un accord entre producteurs bloquent la progression des prix

Le pessimisme des analystes, quant à voir les producteurs de pétrole s'entendre sur la réduction de l'offre surabondante de pétrole, a bloqué la progression des prix qui ont remonté la semaine dernière à l'annonce d'une réunion informelle en septembre à Alger.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre a enregistré un léger repli hier à 46,96 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, soit 1 cent de moins par rapport à la clôture de vendredi. Et celui du Light sweet crude (WTI) a perdu 9 cents pour s'établir à 44,58 dollars dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex).

En effet, la progression des prix a été stoppée par le pessimisme des analystes les plus écoutés du marché qui ont émis de sérieux doutes sur l'éventualité d'un accord entre grands producteurs pour le gel de la production. Ainsi, l'annonce d'une réunion informelle entre pays

producteurs à Alger en marge d'un forum énergétique prévu fin septembre prochain, si elle a boosté les prix qui étaient en berne ces dernières semaines, n'a pas emballé les acheteurs.

Ce serait une chimère selon les analystes qui rappellent l'échec en avril dernier d'un sommet de ce type entre la Russie et la plupart des membres de l'Opep. «Y aurait-il une réunion sérieuse et peut-on en attendre quelque chose ? Pour faire court, les réponses sont respectivement «peut-être» et «non», a prévenu David Hufton, analyste de PVM. Même son de cloche du côté de Commerzbank dont les analystes ne semblent guère convaincus de la possibilité d'un accord : «La Russie a signalé



L'Opep dans l'impasse ?

son intention d'en discuter aussi «si nécessaire», mais on risque d'en rester à de simples paroles, comme souvent dans le passé».

Paramètre aggravant : la publication vendredi par Baker Hughes de son décompte heb-

domadaire des puits de forage en activité aux États-Unis. Le décompte fait état d'une hausse des puits pour la septième semaine consécutive. Ce qui laisse penser que les États-Unis, dont la production de pétrole de

schiste avait souffert de la chute des cours ces deux dernières années, pourraient élever ses volumes de production dans les mois à venir.

In fine, les prix du pétrole continue de pâtir de la surabondance de l'offre sur le marché. Et si les inquiétudes par rapport à cette disponibilité du pétrole ont été momentanément dissipées à cause de l'annonce de la réunion d'Alger entre pays producteurs et à un degré moindre par la récente escalade verbale entre Moscou et Kiev, faisant craindre le marché des conséquences qu'un conflit entre les deux pays pourrait avoir sur le transit des hydrocarbures par l'Ukraine, c'est le faible rythme de croissance économique dans les pays consommateurs qui fait souffrir le baril du pétrole. Il est parti pour rester plus longtemps en dessous de la barre des 50 dollars.

L. H.